



<b>République Centrafricaine</b>	<b>Résultats d'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle</b>	<b>Avril-Mai 2014</b>
--------------------------------------	---	-----------------------

**Détérioration de l'insécurité alimentaire avec la recrudescence du conflit depuis décembre 2013 et l'avancement de la période de soudure. Assistance humanitaire cruciale pour appuyer la saison agricole qui commence et éviter une catastrophe humanitaire. Appel à combler les lacunes de données pour pouvoir mettre à jour et améliorer l'analyse au plus vite.**

**Principaux résultats pour les zones les plus touchées**

**Consommation alimentaire**

Les rapports RRM (Rapid Response Mecanism) réalisés par ACF, ACTED, et Solidarités entre Février et Avril 2014 dans différentes localités de la région de Yadé (préfectures de l'Ouham-Pendé et de l'Ouham) indiquent des moyennes de score de consommation alimentaire pauvre et limite de 32% et 39% respectivement, convergeant vers une situation d'urgence alimentaire (IPC phase 4). De faibles scores de consommation alimentaire de 17% (pauvre) et 30% (limite) étaient déjà relevés dans la préfecture de Ouham en octobre 2013 (période post récoltes) d'après le rapport EFSA (Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire réalisée par le PAM en collaboration avec la FAO, UNICEF, OCHA et autres partenaires du cluster sécurité alimentaire).

**Evolution des moyens d'existence**

Le rapport de l'EFSA d'octobre 2013 montrait déjà que le conflit avait affecté les moyens d'existence des populations dans l'ensemble du pays, en particulier par la perte des avoirs due aux pillages, violences et destructions. Plus de la moitié des ménages enquêtés dans les préfectures de Ouham-Pendé, Ouham, Basse-Kotto et Mbomou avaient signalé avoir perdu la totalité de leurs animaux. L'activité économique est aussi suspendue ou fortement perturbée (commerce, mines, cultures de rente), limitant les opportunités de revenus. Enfin, les populations déplacées (hébergées chez des familles hôtes, sur des sites de déplacés, ou en fuite dans la brousse) ont perdu l'accès à leurs moyens d'existence.

**Etat nutritionnel**

Selon différentes enquêtes RRM, l'état nutritionnel semble s'être détérioré, suite à la dégradation de la consommation alimentaire et des conditions hygiéniques et sanitaires, les déplacements continus et la promiscuité des camps des déplacés.

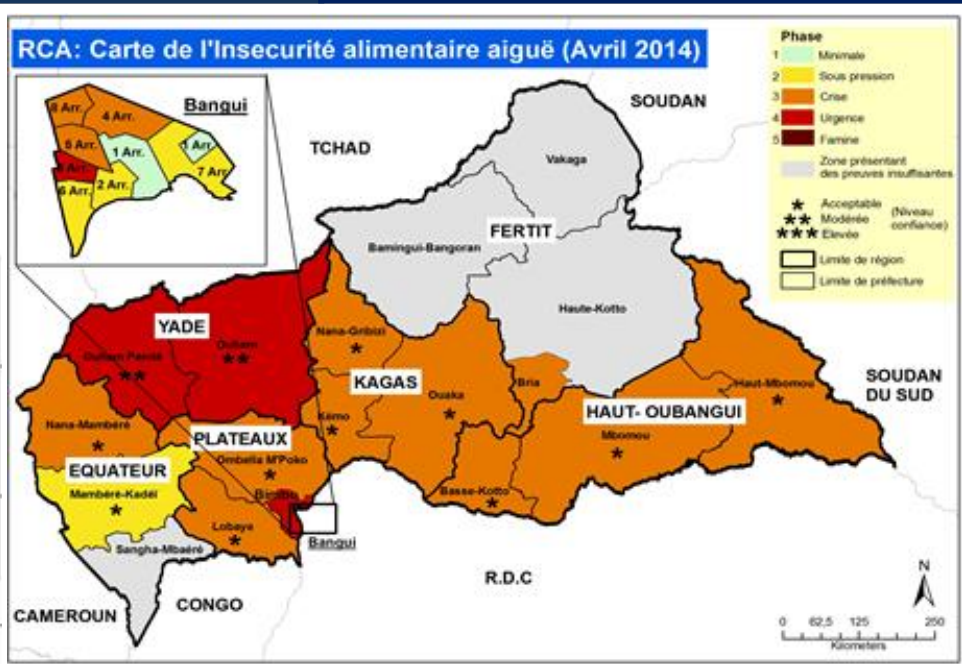
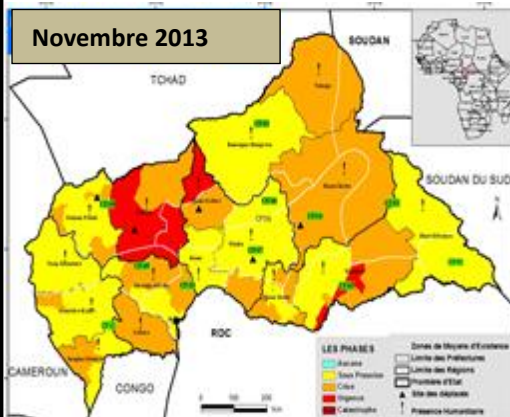
**Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes**

La crise politique et sécuritaire qui sévit depuis 2012 a surgi dans un contexte économique déjà difficile. La République Centrafricaine figure parmi les pays les plus pauvres avec un Indice de développement humain le plaçant au 180ème rang sur 186 pays (PNUD, 2013) et un PIB/hab. de 446 USD en 2012. Le spectre de violence généralisée entretenu par la coalition politico-militaire « Séléka » et les « Anti-Balaka », mouvement armé formé pour contrecarrer l'activisme des Séléka, affecte l'ensemble du pays directement ou indirectement et se répercute aussi sur l'insécurité alimentaire. Le conflit armé a provoqué beaucoup de pertes en vies humaines, incendies et destructions des habitations, des infrastructures, pillages de biens publics et privés, enlèvements et violations des droits de l'homme, provoquant un vaste mouvement de déplacés internes et de réfugiés dans les pays voisins.

Suite à la recrudescence de l'insécurité de décembre 2013 la réponse humanitaire a principalement visé la ville de Bangui. L'UNOCHA indique que 513 000 déplacés étaient dénombrés à Bangui en janvier, ils sont au nombre de 160 000 à la fin du mois d'avril 2014 mais encore 425 000 en dehors de Bangui.

Cette analyse IPC montre une situation de sécurité alimentaire aiguë détériorée en avril par rapport à la dernière analyse de novembre 2013. Cette analyse se situe aussi en pleine période de soudure, qui ira jusqu'en juillet, tandis que la précédente analyse se situait en période post-récolte.

**Attention :** les frontières et les noms indiqués et désignations indiquées dans cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle des organisations collaboratrices et partenaires globaux de l'IPC.



\*The EC in the global partnership is represented by the Joint Research Centre of the European Commission

Les partenaires globaux de l'IPC

## Partie 2: Résumé des Conclusions, Méthodes, et Prochaines Étapes

### Principales conclusions et enjeux

La République Centrafricaine figure parmi les pays les plus pauvres avec un Indice de développement humain le plaçant au 180ème rang sur 186 pays (PNUD, 2013) et un PIB/hab. de 446 USD en 2012. Les principaux moyens d'existence incluent l'agriculture vivrière (manioc, maïs, arachide, sorgho, mil), des cultures de rente (café, agrumes, coton), l'élevage, l'exploitation minière (diamant et or), la chasse et la cueillette, suivant les zones. Ces moyens d'existence ont été profondément affectés par les violences qui sévissent depuis décembre 2012 et ont provoqué des déplacements massifs, et se sont étendues à différents degrés à toutes les préfectures, jusqu'à la capitale à partir de mars 2013.

Alimentée par les résultats de l'EFSA d'octobre 2013, en période post-récolte, la précédente analyse IPC de Novembre 2013 avait montré que 23% de la population rurale étaient en phases humanitaires (phases 3 Crise et 4 Urgence). L'analyse d'avril 2014 a été confrontée à un manque grave de données quantitatives et n'a pas pu fournir de chiffres détaillés, mais la classification montre une nette détérioration depuis la dernière analyse. Le GTT national estime que le nombre de personnes en phase humanitaire serait quasiment le double comparé à novembre 2013 avec environ 1 700 000 personnes en phases 3 et 4, soit 45 % de la population rurale des zones classifiées (voir dernière page).

Il faut considérer en premier lieu les différences de saisonnalité entre les deux analyses, celle de novembre se situant en période post-récolte tandis que la présente est en période de soudure. Trois autres facteurs expliquent cette détérioration :

(i) les moyens d'existence ont été profondément affectés par la guerre, dans certains cas totalement perdus avec la vente d'actifs, pillages, destructions et déplacements ;

(ii) le manque de disponibilité alimentaire, dans le contexte de la période de soudure ; particulièrement sévère avec l'épuisement ou la destruction des stocks issus de la dernière récolte qui était déjà inférieure à la moyenne, et la perte de bétail ;

(iii) les problèmes d'accès à l'alimentation avec la perturbation de l'approvisionnement des marchés, les difficultés d'accès physique à cause de l'insécurité civile, qui visent parfois certains groupes ethniques selon les zones, et l'accès financier limité par la perte de revenus et l'augmentation des prix des produits vivriers (plus de 30% en moyenne sur la période janvier-avril 2014 par rapport à la même période l'année dernière).

D'autre part, la situation sanitaire et les conditions d'hygiène sont fortement dégradées par l'interruption des services sociaux (destruction des centres de santé) et les déplacements de population, sans qu'il soit possible de mesurer clairement l'état nutritionnel faute de données récentes et d'accès au terrain en raison de la volatilité de la situation.

Les préfectures en phase d'urgence (phase 4) sont l'Ouham Pendé et Ouham, qui sont les plus affectées par l'insécurité, raison pour laquelle l'Ouham était déjà en phase 4 en novembre dernier (voir encadré en première page). Toutes les autres préfectures sont en phase 3 *Crise*, à part la préfecture de Mambéré-Kadéï qui est classifiée en phase 2 *Sous pression*. Une analyse spécifique a également été faite pour Bangui pour la première fois (voir troisième partie).

Quatre préfectures, Bamingui-Bangoran, Haute Kotto, Sangha Mbaéré et Vakaga n'ont pas pu être classifiées faute de données suffisantes. Ces préfectures étaient déjà affectées par l'insécurité alimentaire d'après l'analyse de novembre dernier. Il est recommandé de récolter des données sur ces zones pour pouvoir les inclure lors de la prochaine analyse IPC.

Les populations les plus vulnérables sont les déplacés, en particulier les populations en brousse pour lesquelles très peu d'informations sont disponibles. Enfin, les familles hôtes et ménages ayant perdu leurs avoirs productifs sont aussi particulièrement vulnérables.

La période de soudure a commencé plus tôt à cause de l'épuisement précoce des stocks alimentaires suite aux faibles récoltes de 2013. Considérant la volatilité de la situation et le manque d'accès au terrain dû à l'insécurité, cette analyse est un instantané de la situation d'Avril-Mai 2014. Des enquêtes de terrain devront être réalisées afin d'actualiser la situation. L'appui humanitaire est crucial aussi bien pour couvrir les besoins alimentaires que pour préparer la saison agricole.

### Méthodes, processus et enjeux principaux

Le présent rapport est le produit du 8ème cycle d'analyse IPC mené du 22 au 26 avril à Bangui et précédé d'une formation IPC niveau 1 pour les analystes du groupe de travail technique (GTT). Environ 41% des participants proviennent des institutions gouvernementales (Agriculture, Environnement, Urbanisme, Affaires sociales, Plan et Economie, ICASEES, ACDA, ANDE, ICRA, Mines et Energies), 18% des institutions de recherches, 34% des ONG internationales et nationales (ACF, COHEB, JUPEDEC, COHEB, CARITAS, IRAD, SOLIDARITE, ACDES, CREDAC, CADAPI, ACADBS) et 7% des agences des Nations Unies (FAO, PAM).

L'accès aux données a présenté un grand défi pour cette analyse. En raison du contexte sécuritaire aucune enquête de niveau national représentative n'a été effectuée depuis la recrudescence des violences de décembre 2013. Les principales données utilisées ont été le MIRA de janvier 2014, les RRM menées dans différentes localités et la surveillance multisectorielle (ACF et partenaires) entre février et avril, ainsi que le suivi de OCHA et UNHCR. Ces données étaient croisées avec les données de l'EFSA d'octobre 2013 pour comparer ou inférer l'évolution de la situation. Les données de nutrition récentes n'étaient pas disponibles, les dernières datant de 2012.

En raison de ces lacunes de données, l'analyse présente les limitations suivantes : (i) le niveau de confiance général de l'analyse est minimal, sauf pour Ouham et Ouham-Pendé pour lesquels davantage de données sont disponibles, et quatre préfectures qui manquaient le minimum de données n'ont pas été classifiées ; (ii) l'analyse n'a pas pu fournir de chiffres de populations en phases de crise et urgence, contrairement au dernier cycle, en raison du manque d'indicateurs représentatifs pour l'ensemble du pays ; et (iii) l'analyse n'est pas descendue en dessous du niveau de la préfecture, masquant probablement des situations localisées.


## Calendrier saisonnier et vue d'ensemble nationale

	Préparation du sol	Semis des cultures	Récolte des cultures									
zones	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Climat Sahélo-Soudanien (Nord du pays)												
Climat soudano-guinéen (Centre du pays)												
Guinéen-forestier (Sud-Ouest et Sud-Est)												

## Recommandations pour les prochaines étapes

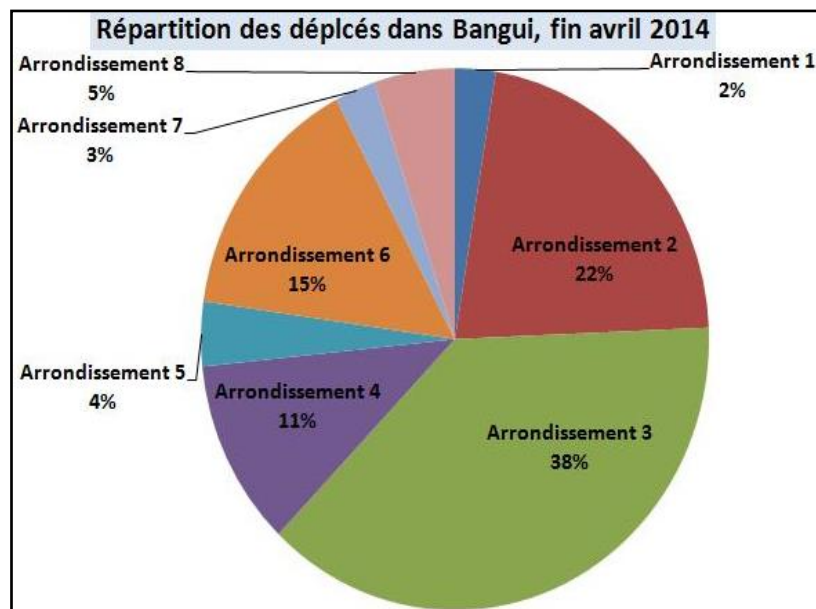
- 1- Collecter les données nécessaires pour mettre à jour l'analyse IPC et fournir des estimations détaillées de populations dans les différentes phases, élaborer des projections et faire des alertes régulières.
- 2- Procéder à une mise à jour de l'analyse IPC dès que de nouvelles données sont disponibles.
- 3- Poursuivre la formation de l'équipe d'analystes compétents et réactifs, à même de mettre à jour l'analyse en continue. Il est aussi souhaitable d'inclure d'avantage de représentants des différentes préfectures afin d'améliorer la compréhension de la situation locale et combler le manque de circulation des données.
- 4- Enfin, le Gouvernement est encouragé à accélérer le processus d'appropriation de l'outil, désigner un nouveau directeur pour le GTT et confirmer les membres du GTT pour assurer la continuité du processus et rigueur technique des prochaines analyses.

## Description des phases IPC et objectifs d'intervention prioritaires correspondants

	Phase 1 Minimale	Phase 2 Stress	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
Nom et description de la phase	<i>Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.</i>	<i>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.</i>	<i>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; OU marginale capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.</i>	<i>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.</i>	<i>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement.  (A noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classifier en famine).</i>
Objectifs d'intervention prioritaires	Action requise pour développer la résilience et réduire les risques de catastrophe.	Action requise pour réduire les risques de catastrophe et protéger les moyens d'existence.	Une action urgente est requise pour : 		Prévenir les décès à grande échelle et éviter l'effondrement total des moyens d'existence.
			Protéger les moyens d'existence, prévenir la malnutrition, et prévenir les décès.	Sauver les vies et les moyens d'existence.	

### 3ème partie : Aperçu sur l'analyse de l'insécurité alimentaire de la Capitale, Bangui

Les attaques armées menées depuis décembre 2013 dans la ville de Bangui ont provoqué beaucoup de pertes en vies humaines, habitations et moyens d'existence. Selon UNOCHA parmi les 935 000 déplacés en RCA en janvier 2014, 513 000 étaient recensés dans la capitale. Le nombre de déplacés à Bangui a été divisé par trois depuis janvier mais s'élève encore à 160 000 à la fin du mois d'avril 2014, dont 36% dans la sous-préfecture de Bimbo en périphérie de Bangui (y compris ceux hébergés à l'aéroport). Dans Bangui les arrondissements 3 et 2 accueillent plus de la moitié des déplacés sur sites (cf. graphique ci-contre).



D'autres déplacés sont hébergés dans les familles hôtes, ce qui constitue une charge supplémentaire sur leurs ressources.

La classification de l'insécurité alimentaire à Bangui a tenu en considération le niveau d'accès aux moyens d'existence (établi en décembre 2013 par le rapport HEA, ACF) et les pertes récentes, la situation de l'insécurité, l'évolution des prix et l'évolution des admissions dans les centres nutritionnels.

L'arrondissement 3 et la sous préfecture de Bimbo les plus affectés, sont classifiés en phase 4 Urgence. L'insécurité y est encore très élevée (particulièrement pour l'arrondissement 3) et une grande frange de la population n'a toujours pas recouvert ses moyens d'existence, 36% sont une quasi paralysie des activités est observée dans l'arrondissement 3 à la fin du mois d'avril. La malnutrition est en augmentation au regard du

taux des admissions dans les centres nutritionnels, (392 cas d'admission aux CNT dans Bimbo et 258 cas de malnutrition sévère admis les 3 derniers mois pour l'arrondissement 3). Les arrondissements en phase 3 enregistrent de nombreux cas de malnutrition aiguë.

Dans les arrondissements en phase 2, la sécurité se rétablit peu à peu, les effectifs de déplacés ont sensiblement diminué et les habitants recouvrent progressivement leurs moyens d'existence. L'arrondissement 1 en phase 1 d'insécurité alimentaire minimale, habité par les populations plus aisées, est la zone la moins affectée par la crise en cours.

#### Besoin d'assistance humanitaire pour éviter une crise alimentaire plus profonde

L'analyse IPC de novembre 2013 avait établi que environ 900 000 personnes, soit 23% de la population rurale étaient en phases humanitaires, phases IPC 3 *Crise* et 4 *Urgence*. La présente analyse n'a pas pu fournir de chiffres détaillés des populations en phases humanitaires selon les protocoles IPC faute de données quantitatives représentatives nécessaires. Néanmoins, Le GTT national a élaboré une estimation des populations en phases 3 et 4 dans les différentes régions, indiquant un total de 1,7 million de personnes en phases humanitaires, soit 45% de la population rurale des zones classifiées (voir page suivante).

Le rapport MIRA de janvier 2014 avait établi que près de 50% de ménages en milieu rural avaient besoin d'assistance d'urgence (alimentaire et non alimentaire), et environ 80% des ménages de Bangui. Depuis lors, les besoins en assistance d'urgence ont diminué dans Bangui avec la réduction des déplacés à moins d'un tiers, mais est en revanche plus élevé en milieu rural.

Selon UNOCHA plus de 560 000 personnes sont toujours déplacées internes, alors qu'ils étaient 930.000 en janvier, mais au total 2,5 millions de personnes sur une population totale de 4,6 millions nécessitent une assistance humanitaire, tous secteurs confondus.

L'assistance humanitaire est cruciale en cette période pour permettre les travaux de préparation de la saison agricole qui ont déjà commencé, et éviter une catastrophe si la saison agricole devait échouer. En particulier, la FAO et ses partenaires ont lancé des distributions d'intrants agricoles de base pendant que le PAM accompagne ces intrants avec une ration alimentaire de protection des semences.

Il est impératif de collecter les données nécessaires pour mettre à jour l'analyse IPC, fournir des estimations détaillées de populations dans les différentes phases, élaborer des projections et faire des alertes régulières.

## 4ème Partie : Estimation par le GTT national des populations en phase humanitaire

Les données disponibles pour l'analyse étaient insuffisantes pour fournir une estimation détaillée des populations dans les différentes phases selon les protocoles IPC. Néanmoins, les estimations partielles sont avancées ci-dessous avec un niveau de fiabilité limité.

Cette estimation de la population en phase humanitaire s'est basée sur les résultats de l'EFSa d'octobre 2013, et les informations partielles collectées depuis janvier 2014.

Région	Préfectures (hors Bangui)	Classification IPC	Estimations par le Groupe de Travail Technique IPC				
			Population estimée en phase 3	Population estimée en phase 4	Population totale de la région	Estimation de population en phases humanitaires (total phases 3 et 4)	Estimation du % de la population en phase humanitaire
I	Ombella M'Poko	3	210 000	130 000	712 000	340 000	48%
	Lobaye	3					
II	Mambéré Kadéi	2	120 000	60 000	593 000	180 000	30%
	Nana Mambéré	3					
	Sangha Mbaéré	Non classifié					
III	Ouham Péndé	4	170 000	360 000	1 197 000	530 000	44%
	Ouham	4					
IV	Kémo	3	250 000	100 000	641 000	350 000	55%
	Nana Gribizi	3					
	Ouaka	3					
V	Bamingui Bangoran	Non classifié	-	-	181 000	-	-
	Haute Kotto	Non classifié					
	Vakaga	Non classifié					
VI	Basse-Kotto	3	210 000	60 000	600 000	270 000	45%
	Mbomou	3					
	Haut Mbomou	3					
Total (sur population classifiée seulement, excluant les populations des préfectures non classifiées et de Bangui)					3 743 000	1 670 000	45%

L'analyse concerne environ 90% de la population rurale et l'ensemble de la population de Bangui (pour cette dernière une estimation de la population en phase humanitaire n'a pas été donnée bien qu'elle ait été classifiée). La population en phase humanitaire est estimée à environ 1,7 million de personnes pour les régions classifiées (hors Bangui), soit 45% de la population totale des zones concernées, dont 26% en phase 3 de Crise et 19% en phase 4 d'Urgence. La population de Bangui en phase humanitaire n'est pas quantifiée par manque de données désagrégées.